

Rennes, le 24 avril 2020

Communiqué

Le transport doit garantir la santé des jeunes élèves

Lorsque l'autosatisfaction du gouvernement précède le déconfinement, c'est son irresponsabilité à garantir les meilleures conditions de sécurité sanitaire qui risque d'être déclinée par l'ensemble des pouvoirs publics et collectivités.

En témoigne le courrier du conseil régional concernant le ramassage scolaire à partir de mardi 12 mai qui repose sur beaucoup d'hypothèses.

Le nombre d'élèves à ce moment reste inconnu au regard de l'incertitude légitime des parents sur les enjeux sanitaires. Si la garantie de la continuité des services publics par les collectivités locales ne s'improvise pas, elle se doit de redoubler d'exigences, d'une part vis-à-vis de l'Etat, mais aussi des transporteurs auprès desquels les contrats ont été honorés depuis le début de la crise sanitaire sans qu'ils ne soient accomplis. Ces moyens devraient permettre la mise à disposition à titre gratuit pour les jeunes scolaires et les conducteurs des matériels sanitaires nécessaires lors du transport.

La distanciation et les gestes barrières sont les mesures primordiales pour se protéger et protéger les autres. Pour autant, les transports, comme la restauration collective vont être les endroits où les personnes vont être justement confinées, et selon le nombre, très proches.

Si l'ambition de la région est de réduire de moitié le nombre d'élèves par car, elle annonce dans le même temps sa volonté louable de ne laisser aucun enfant sur le bord de la route. Mais dans ce cas, quelle sera leur protection alors qu'il n'y a pas d'obligation pour les écoliers de moins de 11 ans de porter des masques ? Cela reviendrait à exiger des familles déjà mises à mal durant cette période, de nouvelles contraintes financières quand elles pourront se les acheter.

De plus, en ne garantissant pas à 100% la distanciation dans les véhicules, le Conseil régional démontre les limites d'un déconfinement à la hussarde qui n'a d'autre objectif que de faire garder les enfants pour mettre les parents au travail.

Si les conséquences économiques de cette crise sanitaire sont et vont être lourdes, on est loin aujourd'hui de la priorité sanitaire « quoi qu'il en coûte » évoquée par le Président de la République pour justifier le confinement général. Si le retour au travail est une réelle perspective, comment se résoudre à ce que les travailleurs et leurs familles soient les premiers à en payer le coût ?

Jusqu'à présent, au-delà de faire applaudir la population et de quelques primes sous conditions, on est encore loin d'une juste valorisation du travail dans les entreprises de la région, c'est un sujet prioritaire sur un territoire où les salaires d'embauche sont les plus bas, où le taux d'ATMP est le plus fort, où les jeunes diplômés doivent majoritairement partir pour gagner la reconnaissance de leur qualification...

La Bretagne doit encore gagner l'exemplarité sociale et les conditions du déconfinement en font partie. Pour la Cgt, la contribution régionale dans ce cadre doit servir à protéger les enfants et les conducteurs avec les protections suffisantes pour l'ensemble des voyages pour se rendre à l'école. Un tel plan de déconfinement ne peut se concevoir qu'à partir d'une gratuité des mesures de protection pour l'ensemble de la population. Cela vaut pour les enfants qui vont retourner à l'école, sauf à se résigner que cette dernière devienne optionnelle. Le monde d'après ne saurait confondre, sous couvert de manque de moyens, la garantie d'un service public et le volontariat

Pour les conducteurs de cars, quel va leur rôle en cas d'impossibilité pour les jeunes d'avoir des protections lorsque les places libres dans le car se réduiront ? De toute évidence, leur mission déjà très modestement reconnue va comporter suffisamment de nouveaux risques pour qu'il faille en rajouter.

Nous pensons enfin que l'augmentation du nombre de navettes aurait pu être envisagée pour relever le défi du respect des distanciations. Là aussi, les cars n'ont pas roulé depuis deux mois et nombre d'entre eux ne sont pas neufs.

Qu'en est-il également de l'élaboration des listes prioritaires pour la rentrée ? Et comment le conducteur pourra-t-il apprécier qui doit ou pas monter dans le car, au risque que des jeunes se retrouvent à l'école sans pouvoir suivre les cours ?

Pour la Cgt, le défi à relever est avant tout de garantir la sécurité sanitaire. La région Bretagne, jusqu'ici plus épargnée par le Coronavirus, ne peut pas prendre le risque d'une seconde vague, les personnels de santé ont aussi donné durant ces deux mois.

Dans ces conditions, la Cgt préconise de prendre le temps nécessaire pour s'assurer que toutes les conditions de sécurité sanitaire sont réunies. Dans le cas contraire, la meilleure des sécurités est de rester chez soi, et de repousser la rentrée au moment où il n'y aura plus de risque.